



INITIATIVE NATIONALE À LILLE LE 22 JUIN 2023

Paris, le 15 juin 2023

OUVERTURE À LA CONCURRENCE : C'EST L'AFFAIRE DE TOUS, CHEMINOTS, USAGERS ET POPULATION

Après la loi de 2018, qui a déstructuré l'entreprise en cinq sociétés, les attaques continuent.

C'est une nouvelle réforme du ferroviaire qui est à l'œuvre, dont l'un des objectifs est l'abaissement des droits des cheminots.

Parmi les leviers utilisés, la création de filiales de droit privé, la dislocation de Fret SNCF, et donc l'éclatement du Groupe Public Unifié SNCF (GPU).

Les mobilisations se multiplient dans toutes les régions (Bordeaux, Lyon, Nantes, Marseille, Paris, etc.) dont les exécutifs régionaux ou nationaux font le choix de l'ouverture à la concurrence de lignes TER, Transilien et Intercités.

Les Fédérations CGT Cheminots, UNSA-Ferroviaire, SUD-Rail, Cfdt Cheminots ont décidé de donner une dimension nationale à l'initiative régionale du 22 juin prochain à Lille, date de la plénière du conseil régional des Hauts-de-France.

Le laboratoire qu'a été le fret ferroviaire depuis 2003 montre l'échec de l'ouverture à la concurrence avec une baisse de la part modale du train et l'abaissement des conditions sociales des salariés. Aujourd'hui, le projet de démantèlement de Fret SNCF participe de ce projet d'affaiblissement de l'outil public SNCF.

Cette volonté d'accélération de l'ouverture à la concurrence ne correspond pas à la marche de l'histoire, aux enjeux environnementaux, sociaux et sociétaux :

- La concurrence coûte plus cher aux contribuables car les autorités organisatrices (AO) doivent subventionner encore plus les nouveaux opérateurs, à l'instar de l'appel d'offres en PACA ;
- La concurrence ne répond pas aux besoins environnementaux. Pour exemple, la part modale du ferroviaire ne cesse de baisser depuis 2003 ;
- La concurrence, de par les mécanismes imposés, remet en cause les conditions sociales des cheminots. C'est l'objectif premier de l'ouverture à la concurrence : le *dumping social* !

Commission européenne, Gouvernement et direction SNCF sont les acteurs de la casse de l'outil ferroviaire public. Il faut sortir le ferroviaire du marché.

Dans la suite du rassemblement du 15 juin à Saint-Denis, nous appelons l'ensemble des cheminots à se mobiliser le 22 juin à partir de 10 heures à Lille Flandres (manifestation à 12h).